

Sir RICHARD CARTWRIGHT. Parce que je suis allé moi-même dans le voisinage de ces cantons et que j'en ai été informé là par les habitants de la localité, et aussi parce que je suis allé au Minnesota et au Dakota, et je sais qu'un grand nombre de ces émigrants se sont dirigés vers ces territoires. Je mentionne ces faits pour faire voir que de ces six cantons d'un des grands comtés d'Ontario, quelques 1,500 âmes ont quitté le pays.

M. BOWELL. Est-ce que l'honorable monsieur ne sait pas qu'une grande partie de cette région du Nord-Ouest, s'étendant de Winnipeg au Portage la Prairie, a été colonisée par la population venant précisément des cantons dont il a parlé ?

Sir RICHARD CARTWRIGHT. Pas cette partie-là.

M. BOWELL. J'affirme que oui, parce que j'y suis allé.

Sir RICHARD CARTWRIGHT. Mais j'y suis allé moi-même beaucoup plus tard que l'honorable monsieur.

M. KRANTZ. Admettons que cette émigration continue encore aux États-Unis, et que notre pays ne soit pas aussi prospère que la république voisine, je crois, et c'est l'opinion de la majorité en ce pays, que le présent gouvernement va améliorer cet état de choses. La population restera dans le pays, et une immigration y viendra, lorsqu'il y aura là de l'emploi en abondance pour l'artisan et le journalier, et où l'agriculteur pourra trouver des terres fertiles et à bon marché.

La politique du gouvernement est justement une politique qui devra réaliser cet état de choses. La politique financière a déjà donné de l'emploi à beaucoup de personnes. Je ne parle pas par ouï-dire, ou d'après ce que j'en ai pu lire dans la presse, mais j'en parle d'après ma connaissance personnelle. Dans le comté que je représente, il y a des tanneries, des fabriques de formes, des fabriques de boutons, des manufactures de laine, des fonderies, des ateliers à construire les machines, des manufactures de lin, et autres industries. Chacune de ces industries a augmenté ses opérations durant les deux dernières années. Depuis les six derniers mois, il n'y a pas eu un homme qui ait manqué d'ouvrage dans ce comté, c'est-à-dire, celui qui voulait et pouvait travailler.

La politique du gouvernement, en construisant le chemin de fer du Pacifique canadien, au moyen d'une compagnie privée, va aussi être avantageuse à l'immigration.

En accordant au syndicat une grande étendue de terres propres à la colonisation, ce sera un moyen de faire concurrence aux spéculateurs américains, et de les devancer avec leurs propres armes. Aucun gouvernement ne peut avoir une politique d'émigration capable de faire la concurrence avec les moyens qu'une compagnie privée et une forte compagnie de chemins de fer possèdent pour établir un pays.

M. CASGRAIN. C'est étonnant que le département ne puisse fournir à cette Chambre aucune donnée sur l'émigration depuis 1867 jusqu'à présent. Le prochain recensement va se faire d'une manière aussi imparfaite que la dernière fois; et le parlement ne pourra pas savoir le nombre d'émigrants qui auront laissé le pays chaque année. Je puis constater, en moins de deux semaines, l'exact montant d'émigration qui a laissé mon comté; mais le département ne sait pas si 700, ou 135,000 individus ont laissé le pays, et cependant le département est bien payé.

M. DAWSON. On se plaint généralement de ce qu'il y a une émigration qui laisse le Canada, mais dans mon district, Algoma, la population a augmenté très considérablement depuis quelques années.

En 1871, la population était de 7,000; maintenant, elle est évaluée à 25,000. Ce résultat a été obtenu sans le moyen d'aucun avantage spécial, car le district était mal pourvu de chemins, et même actuellement, le service de la malle, de

M. POPE (Compton)

Parry Sound à Algoma, se fait encore au moyen de traîneaux attelés de chiens, ou à dos, bien que quelque fois le poids en soit de 800 livres. La population augmente tous les jours.

Dans Manitoulin, il y a environ cinq ans, il y avait une population d'un peu plus de 2,000; maintenant elle est évaluée à près de 8,000.

La population des villes américaines prend beaucoup plus d'intérêt aux immigrants qui lui arrivent, que notre population le fait elle-même. Les américains les attirent sur leurs terres, et tâchent de leur donner la meilleure impression possible du pays.

M. RYMAL lit un extrait de lettre d'un habitant de sa localité, qui en serait parti pour le Nord-Ouest, où il aurait acheté une étendue de terres, et s'y serait établi avec ses quatre fils.

L'extrait est comme suit :

« Il est à regretter que par la maladresse, pour ne pas dire plus, du gouvernement, des milliers des meilleurs colons abandonnent le pays pour les États-Unis; mais on ne peut s'attendre à rien de mieux de leur part. Leurs amis ont le premier choix des terres, et après eux, le peuple peut avoir sa chance. Une chose qui a causé un grand tort est, a été l'arrêté du conseil qui a été mis en vigueur le premier mai; il a eu cet effet que les colons ne seraient plus protégés dans leurs droits d'aucune manière.

« Maintenant, afin que vous compreniez toute la portée que cet état de choses peut avoir, je vous dirai qu'une grande partie des terres n'est pas encore arpentée, depuis l'année dernière ou à peu près. que ces terres sont ainsi tenues en dehors du marché, et que comme conséquence, le colon n'ose pas s'y fixer, ne sachant pas s'il ne pourrait pas être évincé, ou si on ne lui ferait pas payer ces terres un prix double. Maintenant, sous la dernière administration, le peuple savait que non-seulement il était encouragé d'aller prendre des terres, mais il savait que personne ne pouvait l'en déposséder, une fois qu'il s'y serait établi, ou qu'il y aurait fait les améliorations.

« Cet arrêté du conseil a éloigné des milliers qui sont allés dans le Dakota, cet été. Et encore, bien que l'agent ait été préposé l'hiver dernier, ou de bonne heure ce printemps, ce n'est que cet automne qu'il a été prêt à prendre des entrées pour ces terres. Mais lui et son assistant retiraient un salaire de \$2,000 par année pour ne rien faire. Il semblerait que le gouvernement a peur que le pays s'établisse trop vite. Un de ses partisans influents à Emerson me disait que si les membres du gouvernement étaient des agents payés par le gouvernement américain, ils ne feraient pas plus qu'ils ne font pour envoyer des colons au Dakota et au Minnesota. »

Maintenant je sais ceci: je sais que l'auteur de cette lettre, que je connais bien, est un homme d'une stricte intégrité, et qu'il est sujet britannique du fond de son cœur. C'est un homme qui préférerait voir des milliers d'Américains venir s'établir ici, au milieu des Canadiens, que de voir un seul Canadien aller s'établir aux États-Unis.

M. McCALLUM. Nommez-le, nommez-le.

M. RYMAL. Non; je ne puis pas donner son nom, parce que c'est une lettre privée.

M. HESSON. Alors pourquoi la lire ?

M. BLAKE. Hear, hear.

M. RYMAL. Pourquoi ne l'aurais-je pas lue ? L'auteur de cette lettre est un homme sincère et honnête, dont la parole est aussi bonne que la signature, et dont la parole est aussi bonne que celle de n'importe quel ministre du gouvernement présent ou dernier.

En ce qui concerne l'émigration, les honorables députés disent ce qu'ils en connaissent. Il n'y a pas eu un grand déplacement dans mon district et le nombre de ceux qui sont allés dans notre Nord-Ouest, est aussi considérable que de ceux qui sont allés au Kansas, Arkansas, Dakota, Minnesota, Idaho, et dans autres États.

Quelques-uns de ceux qui sont allés dans notre Nord-Ouest ont été dissatisfaites des règlements concernant les terres, et de la conduite de nos agents, dans le pays. On m'a dit que ces messieurs prenaient des airs de grandeur, et ne s'occupaient point d'accueillir les gens qui leur demandent des informations, et l'on sait que le colon qui s'en va dans ces régions est obligé d'avoir un grand nombre d'informations. J'ai toujours été sous l'impression que ces agents étaient